

Les enjeux de la prévention en matière de santé

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

Mme **du Roscoät** : « Permettez-moi un coup de chapeau, inhabituel de ma part, à mon ami Christian Corne qui a repris au bond ce rapport mal mené par la maladie du Professeur Etienne.

Au-delà des préconisations souvent d'ordre général, je souhaiterais que nous puissions faire effectivement bouger les choses par des mesures de bon sens, claires, concrètes, applicables de suite.

J'en ai sélectionné deux avec un exemple précis :

Concernant l'alimentation : comment se fait-il que les normes qualités soient si exigeantes pour nos producteurs de tomates (Savéol en Bretagne par exemple) ce qui rend les produits bien plus chers, alors que dans un même temps l'on importe de Belgique et d'Espagne des tomates ne présentant pas les mêmes critères. De deux choses l'une, ou nous sommes allés trop loin dans les réglementations en vigueur sur notre territoire et il faut les abandonner, ou nous avons raison et faisons courir un risque en important des produits alimentaires non contrôlés.

Passons à l'habillement : même constat dans de nombreux vêtements importés d'Asie, qui provoquent souvent des allergies parfois graves. La presse s'en est fait l'écho dernièrement sur un problème de chaussures. Je l'ai constaté moi-même lors de l'achat de pyjamas d'enfants. M'étant renseignée, j'ai appris que les personnes qui ouvraient les cartons en provenance de ces pays asiatiques devaient le faire avec des gants en caoûtchouc épais... Le risque est donc connu.

Ma proposition est simple : Appliquer aux produits importés les mêmes normes sanitaires que celles exigées pour nos producteurs. Il y va de la santé de nos concitoyens et par ailleurs cela mettrait fin à une forme de concurrence illégale ».

Mme **Ballaloud** : « En 2010, la France a consacré 5,9 milliards d'euros à la prévention, financés par l'État et les collectivités locales et à hauteur de 944 millions d'euros par l'assurance maladie. Dans les faits, l'effort financier consenti par l'assurance maladie va bien au-delà. Une étude de l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé estime qu'en 2002, 5,7 milliards d'euros ont été consacrés aux actions de prévention.

Encore s'agit-il d'une simple estimation car ce chiffre n'a pas été réévalué depuis 2002. Cette lacune ne peut manquer de nous interroger. Nous ne savons pas aujourd'hui combien l'assurance maladie consacre précisément à la prévention, la prévention primaire couvrant un champ très large qu'il est très difficile de définir.

Je suis, en tant que professionnelle de santé, favorable à la prévention. Elle contribue au bon état de santé de la population, mais je m'interroge : doit-elle être financée par l'assurance maladie ? La réponse est oui pour la prévention secondaire et tertiaire car elles accompagnent et renforcent la démarche curative.

En revanche, pour la prévention primaire, qui précède la maladie, je réponds non.

L'assurance maladie ne peut pas, ne doit pas, financer des actions de prévention générales, par des voies diverses, dépliants... voire consultation *ad'hoc* pour tous ceux qui sont aujourd'hui en bonne santé. Nous ne pouvons pas nous le permettre. En effet, le déficit de l'assurance maladie était de 10,3 milliards d'euros en 2011. Nous devons aujourd'hui définir de réelles priorités, recentrer l'assurance maladie sur son cœur de métier. Notre assemblée dans son avis sur la protection sociale s'est d'ailleurs fait l'écho de ces préoccupations financières. Aussi, je le dis, les Caisses d'assurance maladie ne doivent pas devenir des Caisses d'assurance santé. Cette évolution a été mise au débat au sein de la section des affaires sociales et de la santé. Ce pas nous ne l'avons pas franchi et je m'en félicite. L'assurance maladie doit couvrir les risques des personnes malades et non ceux des personnes en bonne santé qui relèvent, entre autres, du rôle des Agences régionales de santé, du rôle de l'éducation nationale épaulée par les mairies, les conseils généraux, régionaux et du rôle des associations, sans oublier du rôle des familles.

À l'heure où notre système de santé, envié de tous, connaît des difficultés, il a besoin de tous les financements de l'assurance maladie, son avenir est à ce prix ».